

**Allocution du premier ministre du Québec, Philippe Couillard, à l'occasion
d'une conférence à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain**

« Ensemble, on fait avancer le Québec sur la voie de la prospérité »

3 février 2015

La version prononcée fait foi

Madame la Présidente du conseil d'administration,

Monsieur le Président, Chef de la direction et Secrétaire du conseil
d'administration,

Mesdames et Messieurs les Membres du conseil d'administration,

Mesdames et Messieurs les Ministres et Collègues,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, je vous remercie d'être venus en si grand nombre.

Votre présence illustre l'importance que nous accordons tous à la prospérité et
aux initiatives à prendre ensemble pour faire bénéficier tous les Québécois d'un
développement économique solide et durable.

Le développement de notre économie, l'investissement, la création d'emplois de
qualité pour tous les Québécoises et Québécois dans toutes nos régions sont
nos priorités, comme nous le disions durant la campagne électorale.

Notre rencontre a lieu quelques jours seulement après la mission économique
que je viens d'effectuer en Europe, une mission particulièrement prometteuse.

Cette mission était consacrée majoritairement à la promotion du Québec pour
attirer des investissements qui créeront de l'emploi chez nous.

À Londres, j'ai présenté le Plan Nord et la Stratégie maritime de mon gouvernement devant la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni.

En Belgique, j'ai aussi rencontré les responsables des installations portuaires d'Anvers, le premier port européen pour le trafic commercial avec le continent nord-américain (entente port de Montréal 2013 - Sylvie Vachon table d'honneur).

À Bruxelles, notamment au Parlement européen, j'ai eu la possibilité d'expliquer l'importance de l'Accord économique commercial global Canada-Union européenne, et des possibilités qu'il ouvre des deux côtés de l'Atlantique.

Et puis, bien sûr, accompagné de notre ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, j'ai participé au Forum économique mondial de Davos, cet événement majeur où il est possible en quelques jours de multiplier les contacts et les discussions avec les principaux leaders économiques de la planète.

Je reviens de cette mission avec la conviction que nous sommes en excellente position maintenant et pour la suite des choses.

Le contexte économique mondial est en train de changer et ouvre la voie à plusieurs opportunités pour le Québec. La croissance forte et solide des États-Unis, notre partenaire principal, impressionne beaucoup de monde, et l'économie américaine est en train de reprendre le rôle de locomotive qu'elle a eu dans le passé.

Vous en conviendrez, c'est une excellente nouvelle pour les entrepreneurs, les investisseurs et pour les entreprises du Québec. C'est également une bonne nouvelle pour tous les travailleurs, pour nos régions, pour nos jeunes.

La baisse des prix du pétrole modifie également la donne à l'échelle mondiale et constitue un autre facteur de relance pour la majeure partie des pays développés.

Que ce soit pour nos entreprises ou les consommateurs, les bénéfices de cette baisse sont là, bien réels.

À long terme, c'est en Asie et en Afrique subsaharienne que l'économie va se développer plus rapidement, et il faut donc y développer davantage nos exportations.

Ce contexte favorable est ainsi le moment où les réformes structurelles doivent être faites.

Il ne faut pas répéter la complaisance de la dernière période de dépréciation du dollar.

À la suite de mes multiples échanges, j'ai plus que jamais la conviction que nous avons développé les bons projets au bon moment.

Tout au long de cette mission économique, j'ai parlé de la Stratégie maritime et du Plan Nord, d'hydroélectricité et d'économie verte. Et il est évident que nos projets intéressent les investisseurs.

Ils savent qu'ils peuvent venir faire des affaires dans une économie stable, solide et prévisible, dont les atouts sont multiples.

J'ai vanté les mérites de nos réussites et fait la promotion de nos atouts, notamment dans les domaines de l'aéronautique, des sciences de la vie et des technologies de l'information.

Surtout la qualité de notre population, les richesses et l'immensité de notre territoire.

Ensemble, nous devons saisir les occasions qui s'offrent maintenant ici et ailleurs pour créer davantage de richesse et de prospérité afin de faire avancer le Québec.

Cette année marquera la véritable relance de notre économie, et nous sommes tous concernés par cet objectif.

La stabilité économique que nous bâtissons doit également reposer, une fois pour toutes, sur des finances publiques saines et contrôlées.

Je voudrais d'abord ce midi partager avec vous les progrès que nous avons effectués dans le rétablissement de nos finances publiques.

Comme je le disais en avril dernier, un discours sur le soutien des services publics qui ne s'appuie pas sur des finances publiques équilibrées, sur une dette publique contrôlée et sur une économie en croissance, ce n'est que du vent.

Être solidaire, c'est bien. Mais avoir réellement les moyens de l'être, c'est encore mieux. Une société juste et prospère ne peut s'édifier sur des déficits et sur une dette en croissance.

Le rétablissement des finances publiques a mobilisé le gouvernement depuis notre arrivée. Nous y avons mis beaucoup d'efforts et tous, tant au gouvernement que dans la population, avons été interpellés pour atteindre cet objectif incontournable pour la suite des choses.

Les résultats sont maintenant là.

Le défi est immense, les appréhensions sont nombreuses et légitimes.

Mais nous avons eu le courage d'imposer ce programme de redressement dès le début.

De la même manière que vous le faites dans vos entreprises respectives, j'ai posé un geste / fait un choix en constatant, dès les premières journées au travail, l'ampleur du défi.

J'ai rapidement compris que la traversée serait parfois houleuse, et qu'il est toujours plus simple de gérer le *statu quo* que de remettre en question les pratiques établies.

Dès la première réunion du Conseil des ministres, j'aurais pu décider de diriger un gouvernement qui allait mettre les défis à relever sous le tapis. J'ai refusé. Renier mes responsabilités les plus élémentaires envers tous les Québécois, ceux d'aujourd'hui et de demain, aurait été une erreur. J'en suis profondément convaincu. Une phrase les résume : nous ferons en sorte que celles et ceux qui nous suivent aient la même capacité de faire des choix que notre génération.

Il nous faut cesser de s'endetter pour les mauvaises raisons. Aussi ne plus dépenser au-delà de ce que nous gagnons.

Une nation qui suit ces deux principes s'enrichit. Elle prospère. Si elle les oublie, elle s'appauvrit.

Nous devons le faire pour notre génération et celles qui nous suivront, car elles aussi ont le droit de rêver à un avenir collectif prospère.

Sans le courage que nous avons eu, il aurait été impensable de remonter cette côte de 7 milliards de dollars qui nous attendait... Notre objectif a été clairement énoncé, et nous allons l'atteindre.

Mesdames et Messieurs, après six années de déficit, nous pouvons affirmer avec optimisme que l'équilibre budgétaire est finalement à nos portes.

Ce retour à l'équilibre sera durable

Il est basé sur les changements profonds de nos façons de faire, plutôt que sur un simple exercice comptable.

Nous avons repris le contrôle des dépenses publiques. Le gouvernement respecte ses cibles budgétaires.

Le gouvernement a fait des choix pas toujours faciles, mais nécessaires. Ce choix, c'est celui de gérer plus rigoureusement les dépenses, dans le respect de la capacité de payer des Québécois.

Pour la première fois en trois ans, les revenus du gouvernement augmentent plus vite que les dépenses.

Et pour la première fois depuis six ans, nous arrêtons de nous endetter pour financer le déficit, et surtout de pelleter l'endettement sur les prochaines générations.

Nous sommes allés à la racine de nos problèmes de finances publiques, les problèmes structurels qui verrouillent notre croissance depuis des années.

Comme Québécois, nous devons refuser la fatalité. Nous devons augmenter notre productivité, rendre notre fiscalité moins lourde et relever notre niveau de vie par rapport à celui de nos voisins.

Nous avons pris des initiatives significatives pour mieux financer les services publics.

Dans le cas des services de garde, dans le but d'assurer la pérennité du programme, nous avons rétabli l'équilibre entre la part payée par les parents utilisateurs et celle assumée par l'ensemble des contribuables.

Notre programme de garde à contribution réduite, jumelé au congé parental et au soutien aux enfants, fait en sorte que notre régime demeure de loin le plus généreux au Canada. Et c'est une bonne politique économique de le maintenir à ce niveau.

Ce programme est maintenant plus équitable que sa version initiale, puisqu'il épargne largement les familles dont le revenu est modeste.

60 % des familles paient moins de 9,00 \$ et sont protégées contre la hausse inéquitable annoncée par nos prédécesseurs. Un coût net de 6,84 \$ pour un revenu familial de 75 000 \$.

La justice sociale, c'est bien d'en parler. C'est mieux de s'en donner les moyens et d'agir concrètement.

Nous avons engagé des gestes majeurs pour rendre l'État plus efficace en allégeant les structures.

Dans le réseau de la santé et des services sociaux, nous avons entrepris une vaste réforme de la gouvernance avec l'abolition des agences. Notre objectif depuis le début est clair : nous allons réduire la bureaucratie et donner plus de services.

Dans le réseau de l'éducation, nous avons également entrepris un effort majeur de rationalisation et de révision des structures. Notre but est de canaliser les ressources vers la réussite des élèves et de leur offrir une école moderne, plus autonome, renouvelée et ambitieuse.

Des efforts majeurs sont en cours dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental.

Je suis profondément convaincu que l'État québécois en sortira plus efficace, plus proche des citoyens, et surtout mieux financé et mieux soutenu pour garantir à tous la pérennité des services auxquels nous sommes tous très attachés.

Ce que nous faisons n'est pas simple, mais encore une fois, nécessaire.

Il fallait du courage; nous l'avons eu.

Il fallait prendre nos responsabilités; nous l'avons fait.

Nous nous sommes engagés à réussir; cet objectif deviendra réalité.

L'atteinte de l'équilibre budgétaire n'est pas une fin. C'est le début. C'est le cadre que se donne le Québec pour assurer son développement économique futur.

Et lorsque le Québec aura dégagé des marges de manoeuvre, celles-ci serviront à diminuer le fardeau fiscal des Québécois, en commençant par abolir la taxe santé et par réduire notre dette.

Des finances publiques en santé, c'est une condition essentielle et préalable au développement économique et à l'atteinte de la prospérité.

Et c'est, encore une fois, une question d'équité envers celles et ceux qui nous suivront et, à leur tour, dirigeront le Québec.

Nous sommes rendus à une nouvelle étape de notre plan de gouvernement : celle des priorités que nous devons privilégier sur le plan économique pour bâtir, sur des fondations renforcées, une économie prospère pour tous.

Une des clés de notre développement économique vous appartient à vous, les entrepreneurs et les investisseurs : ce sont les investissements privés, tant dans les grandes entreprises que dans les PME.

Peu de gens le constatent, mais il faut savoir qu'avec notre budget de juin dernier et par la suite lors de la mise à jour de décembre, pour nos petites et moyennes entreprises, nous avons déployé un ensemble de mesures totalisant plus de 1 milliard de dollars qui leur permet de démarrer et de croître dans un environnement fiscal beaucoup plus compétitif.

Ainsi, la récente mise à jour fait en sorte que la fiscalité d'une PME manufacturière québécoise est maintenant quasi identique à une entreprise similaire située en Ontario.

Depuis avril dernier, nous avons ainsi pris plusieurs initiatives pour soutenir les investissements et stimuler l'activité des entreprises.

Les résultats déjà obtenus sont encourageants.

- En 2014, les intentions d'investissements au Québec ont atteint 69 milliards de dollars.
- Elles ont ainsi progressé de 2 %, soit à un rythme plus rapide que pour l'ensemble du Canada.

Plusieurs facteurs se conjuguent actuellement pour favoriser la croissance des investissements privés, et particulièrement des investissements du secteur manufacturier.

- La chute des prix du pétrole entraîne déjà une réduction des coûts de transport des entreprises.
- Plus grande marge de manœuvre pour les ménages (consommation).

- La baisse du dollar canadien = entreprises exportatrices.
- Conjuguée à la forte reprise de l'économie américaine, elle constitue un important facteur de relance de l'activité.
- La décision de la Banque du Canada d'abaisser son taux directeur, il y a deux semaines, représente un autre coup de pouce pour la croissance des investissements.

Plusieurs indicateurs économiques confirment que nous sommes sur la bonne voie.

- Sur le marché du travail, la tendance s'est inversée.
- Depuis avril 2014, le Québec a créé près de 19 000 nouveaux emplois, dont plus de la moitié à temps plein. Ce n'est pas assez, nous continuerons nos efforts.

Du côté des exportations, la reprise est déjà bien là.

- Les exportations internationales de biens du Québec ont augmenté de 9,8 % au cours des onze premiers mois de 2014, par rapport à la même période en 2013.
- Autre signal très positif, les livraisons manufacturières battent actuellement des records de croissance.
- Ces livraisons ont augmenté de 6,4 % en 2014.
- Le Québec a ainsi fait mieux que le Canada et que l'Ontario, et a enregistré sa meilleure performance en 15 ans.
- Autre indicateur extrêmement prometteur, les entreprises ont déjà recommencé à investir afin d'accroître leur productivité et leur capacité de production.
- Ces investissements devraient progresser de 3,8 % en 2015.
- Je l'ai souligné, les investissements privés des entreprises sont le moteur de notre prospérité et de notre croissance.

La priorité économique de mon gouvernement est d'encourager et de soutenir ces investissements grâce à un environnement économique et fiscal stable et prévisible.

Mon gouvernement entend également tirer pleinement parti de plusieurs projets majeurs pour favoriser les décisions d'investir.

Ces projets majeurs, auxquels je crois profondément, vous les connaissez.

C'est la Stratégie maritime, grâce à laquelle nous allons développer le potentiel maritime du Québec et ouvrir de nouveaux marchés. Elle sera rendue publique d'ici juin prochain.

- L'AECG favorisera l'accroissement du commerce entre le Canada et l'Europe. 500 millions de consommateurs.
- Stratégie maritime = nouveaux échanges pour mieux mettre en valeur le potentiel maritime du Québec (port de Montréal).
- Elle visera à faire du Québec une plaque tournante de manutention des marchandises.
- Elle offrira aux entreprises installées au Québec la possibilité de conquérir de nouveaux marchés.
- Elle sera un outil de développement économique des régions du Québec formidable, en plus de favoriser la création de milliers d'emplois de qualité.
- Elle développera aussi davantage le tourisme maritime, l'économie bleue, et la formation de la main-d'œuvre selon les principes du développement durable.

Le Plan Nord est un autre projet majeur sur lequel est fondée notre politique de développement économique. Nous allons poursuivre - reprendre en fait - la mise en valeur de l'immense potentiel du Nord québécois.

L'intérêt des investisseurs est toujours présent et même croissant (Chine).

Les retombées du Plan Nord concernent l'ensemble du Québec.

D'ici le printemps, le gouvernement annoncera les modalités retenues pour accompagner et stimuler la réalisation du Plan Nord.

Le Plan Nord que nous mettons de l'avant fait l'envie partout dans le monde. Il sera intégré à tous points de vue : économie, développement durable du milieu et des communautés, science et qualité de vie.

Autre projet majeur, nous avons annoncé de nouvelles façons de faire extrêmement prometteuses en matière d'investissements publics.

Une innovation qui permet d'apporter notre réponse originale au dilemme bien connu : comment assurer le développement de nos infrastructures dans un contexte d'endettement public trop lourd?

Le 13 janvier dernier, j'ai annoncé la conclusion d'une entente commerciale entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec. (Michaël Sabia - table d'honneur)

Cette entente rendra possibles le développement et la modernisation d'un plus grand nombre de nos infrastructures publiques, tout en faisant fructifier le bas de laine des Québécois.

La Caisse réalisera, gèrera, exploitera et financera en totalité ou majoritairement les infrastructures publiques qui lui seront confiées si ces projets correspondent aux besoins de ses déposants.

Nous avons déjà annoncé les premiers suivis concrets apportés à cette entente majeure. Des éléments déterminants pour la région de Montréal.

Le gouvernement confie à la Caisse la réalisation d'un système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain.

La Caisse sera également responsable de la réalisation d'un système de transport collectif reliant le centre-ville de Montréal, l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau et l'Ouest-de-l'Île de Montréal.

Ces deux mandats représentent ensemble des investissements de près de 5 milliards de dollars.

L'entente est gagnante pour le gouvernement, pour la Caisse, et surtout pour l'ensemble de la population québécoise, qui pourra bénéficier d'infrastructures modernes et performantes, dont nous serons fiers, appuyant le développement économique.

L'investissement, c'est une chose. La croissance de nos entreprises également. Mais avec la faible croissance de notre population active, nous avons besoin de plus de travailleurs, bien formés, pour occuper les emplois - pas ceux de demain, ceux d'aujourd'hui.

Selon les prévisions d'Emploi-Québec, près de 725 400 emplois seront disponibles au Québec de 2013 à 2017, et plus de la moitié (53 %) d'entre eux seront pourvus par des jeunes de moins de 25 ans qui ne sont pas encore sur le marché du travail.

Pour la région de Montréal, c'est 149 500 emplois qui seront disponibles.

Nous faisons face au défi de la rareté de la main-d'œuvre. Pour y répondre, nous allons faire en sorte de mieux arrimer les programmes de formation initiale et de formation continue aux besoins du marché du travail.

Je vous annonce une prochaine stratégie gouvernementale afin d'assurer de meilleurs liens entre la formation et l'emploi, de mieux coordonner nos efforts et de mieux utiliser nos ressources, par exemple en revoyant en profondeur la question du 1 %.

La lutte contre les changements climatiques doit être considérée non pas comme une menace, mais plutôt comme une opportunité unique de bâtir une nouvelle économie verte.

Comme le disait le Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, lors du *Climate Week à New York* en septembre dernier : «There is no plan B. Because there is no planet B. »

Le Québec, sous l'initiative du premier ministre Jean Charest, a décidé de mettre une valeur sur le carbone dès 2007. Mon gouvernement entend soutenir et poursuivre cette initiative, parce qu'elle est nécessaire et incontournable.

À Davos, le Québec a été cité en exemple pour la mise en place d'un marché du carbone. J'ai eu la chance d'en discuter avec l'ancien vice-président des États-Unis, Al Gore, et avec plusieurs autres interlocuteurs de haut niveau.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les distributeurs de carburants et de combustibles fossiles sont assujettis au marché du carbone.

Mon gouvernement est conscient des défis que représente cette transition vers une économie à faible intensité carbone.

Déjà, 350 millions de dollars du Fonds vert ont été déployés pour accompagner les entreprises dans leurs efforts pour réduire leur empreinte carbone.

Le marché du carbone permet d'envoyer un signal clair aux entreprises et aux consommateurs. Beaucoup mieux qu'une taxe sur le carbone.

Nous travaillons activement à trouver de nouveaux partenaires, et nos discussions avancent très bien.

- Le 17 décembre, l'État de Washington déposait un projet de loi visant à créer un marché du carbone. Son adoption lui permettrait de se joindre au marché du carbone qui lie actuellement le Québec et la Californie.
- Le 21 novembre dernier, le Québec et l'Ontario ont signé un protocole d'entente concernant des actions concertées en matière de lutte contre les changements climatiques.
- Les deux gouvernements ont pris l'engagement d'explorer l'utilisation des mécanismes de marché en Ontario.

- En avril prochain, j'ai convié tous les premiers ministres des provinces et des territoires à un sommet sur les changements climatiques qui se tiendra à Québec, afin de faire cause commune.

Le développement économique et la prospérité sont ainsi au centre des priorités du gouvernement. Partout au Québec. Dans notre métropole, notre capitale, et nos régions.

Dans la vision de mon gouvernement, ce développement et cette prospérité doivent impérativement s'appuyer sur ces partenaires économiques incontournables que sont les municipalités.

Partout où je suis allé, j'ai proposé aux élus municipaux de redéfinir la relation entre le gouvernement du Québec et les municipalités, afin que celles-ci soient réellement considérées comme des gouvernements de proximité.

Nous souhaitons accroître leur autonomie et élargir leurs champs de compétences. Comme ailleurs, nous l'avons montré : pour revoir les façons de faire, il faut prioriser la mission avant les structures !

Le milieu municipal a et aura davantage les moyens de définir lui-même ses priorités de développement économique.

Parmi toutes les municipalités, Montréal a bien entendu un rôle stratégique.

Ce n'est pas à vous que je rappellerai tous les atouts de la métropole du Québec, ainsi que le rôle crucial joué par Montréal en tant que locomotive de l'économie québécoise.

Les travaux s'amorceront ce printemps en vue d'élaborer une loi pour reconnaître un statut particulier à la métropole.

La table Québec-Montréal servira de lieu d'échange, de convergence des visions et de concertation, et tout le Québec en sortira gagnant.

Montréal est partie prenante de notre plan. La relance du Québec ne se fera pas sans une relance de Montréal et une reprise de la confiance à son égard.

Cet appétit pour une nouvelle prospérité, cette fierté retrouvée, on les sent et les perçoit.

Comme ce fut le cas ce matin avec mon collègue Jacques Daoust, alors que nous avons fait l'annonce de sommes importantes pour le programme Anges-Québec en compagnie de nombreux partenaires, que je salue et remercie de leur engagement dans le développement économique de Montréal et du Québec tout entier.

Et c'est à Montréal que je dis, avec d'autres, que la diversité est un atout formidable pour le Québec. Les peuples qui savent le reconnaître, gérer adéquatement cette diversité et en tirer parti connaîtront la prospérité. Les peuples qui au contraire la craignent et érigent des barrières resteront loin derrière.

Moi je veux que le Québec soit en avant, dans le sens de l'histoire du monde.

Comme vous le constatez, les perspectives que je vous présente aujourd'hui sont stimulantes, fondées sur une profonde confiance quant à nos atouts et au potentiel de richesse que nous pouvons - et devons - mettre en valeur.

Grâce à nos efforts, nous retrouvons toutes les raisons d'être ambitieux pour le Québec.

Nous avons maintenant les moyens de réaliser ces ambitions.

- Nous sommes en train de définir un État du XXI^e siècle, dont les services publics sont financés solidement, et dont la stabilité économique est assurée. De rendre notre modèle de société distincte, plus équitable, financièrement viable.
- Nous déployons des projets stimulants, créateurs de richesse, d'investissements et d'emplois.
- Nous nous attaquons aux problèmes structurels de notre économie. Aux verrous que, trop souvent, nous avons nous-mêmes mis en place.

Mon message en est un de confiance et d'espoir. La confiance en nos atouts extraordinaires et en notre capacité d'en tirer parti.

Et l'espoir de nous voir, nous les Québécois, tirer encore plus avantage de notre talent, de notre persévérance - si souvent démontrée - afin d'aller au bout des promesses dont nous pouvons enfin rêver, car nous avons décidé de nous en donner les moyens.

Ensemble, croyez-moi, nous ferons avancer le Québec sur la voie de la prospérité.

Je vous remercie.